



Infos de Serre

Bulletin mensuel du Réseau Action Climat et de ses associations membres



La Contribution Climat-Energie carbonisée

Après avoir largement rogné l'ambition du projet initial de « contribution climat-énergie » (taux à 17 € par tonne de CO₂ seulement, pas d'engagement sur la progressivité de ce taux, pas de taxation de l'électricité, exemptions et taux réduits pour certains secteurs), le Gouvernement et le Président de la République ont annoncé l'abandon du projet en prétextant son remplacement par une mesure européenne.

Cette décision, qui semble motivée uniquement par des considérations politiciennes (satisfaire l'aile la plus conservatrice de l'UMP) et clientélistes (satisfaire les dirigeants des secteurs les plus polluants), constitue un reniement des engagements pris par le Président de la République. Les arguments avancés sont de pure mauvaise foi :

1. Il est très peu probable qu'une taxe carbone ou une taxe d'ajustement aux frontières soit mise en œuvre au niveau européen, et le gouvernement en a parfaitement conscience. En 1992, la Commission européenne a proposé une taxe sur les émissions de CO₂ et

la consommation d'énergie¹ et a échoué à cause de la règle de l'unanimité, qui prévaut en matière de fiscalité. Ce qui n'a pas été possible à 12 Etats membres sera encore plus complexe à 27.

2. Au lieu de se réfugier derrière l'échelon européen, d'autres pays ont pris leurs responsabilités pour mettre en place une taxe nationale, sans attendre cette improbable décision européenne (la Suède, le Danemark et l'Irlande depuis le 1er janvier 2010). En Suède, le taux est de l'ordre de 100 € par tonne de CO₂. L'industrie bénéficie certes d'un taux réduit, mais paye environ 20 € par tonne², soit bien plus que ce que prévoyait le texte du gouvernement français.

3. L'industrie intensive en CO₂ a déjà largement bénéficié de la suppression de la taxe professionnelle : les secteurs qui payaient le plus de taxe professionnelle par unité de valeur ajoutée étaient ceux que le Gouvernement rechignait à soumettre à la contribution climat-énergie (production d'énergie, des transports et des biens intermédiaires tels que ciment et acier). De plus, un récent rapport publié début mars³ confirme ainsi qu'ArcelorMittal et Lafarge pourront engranger entre 2008 et

2012, grâce à la vente du surplus de quotas d'émissions qu'ils ont reçu gratuitement 1,4 milliard d'€ et 336 millions d'€ respectivement ! Peu loquaces sur ces profits faramineux, ce sont ces mêmes secteurs qui ont cherché par tous les moyens à torpiller la contribution climat-énergie française et dont le Président de la République se fait le défenseur !

4. Comme le démontrent les conclusions d'une étude de la Banque mondiale⁴ et d'un projet de recherche européen⁵, les taxes CO₂-énergie mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui dans différents pays n'ont pas d'effet négatif sur la compétitivité industrielle. Au contraire, la mise en place d'une telle fiscalité dans un contexte d'épuisement des ressources d'énergie fossile et fissile est une opportunité à la fois pour les secteurs industriels de s'engager vers des modes de production plus sobres en énergie et en même temps d'inciter au développement des filières de l'efficacité énergétique fortement intensives en emplois non délocalisables et des énergies renouvelables.

Pour que la France soit un porte-parole crédible d'une fiscalité climat-énergie au niveau européen, elle se doit d'être exemplaire au niveau national en mettant en place une contribution climat-énergie efficace permettant aux industries et aux ménages, grands absents du discours de Nicolas Sarkozy sur ce sujet, de préparer cette transition énergétique. Or aucune mesure alternative n'est aujourd'hui proposée par le gouvernement.

Enfin, le RAC-F et ses associations membres souhaitent rappeler qu'elles soutiennent fermement le principe d'une contribution climat énergie efficace écologiquement, juste socialement et viable économiquement. Rappelons néanmoins que ce n'était malheureusement pas le cas de la dernière mouture retoquée par le Conseil Constitutionnel en décembre dernier. Au lieu de remédier aux faiblesses du premier projet de loi, Nicolas Sarkozy a tout simplement décidé de revenir sur l'une de ses promesses électorales. Son abandon risque d'empêcher la France d'atteindre ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

³ Le rapport est téléchargeable à l'adresse suivante : http://sandbag.org.uk/files/sandbag.org.uk/carbon_fat_cats_march2010.pdf

⁴ World Bank, 2007. International Trade and Climate Change - Economic, Legal, and Institutional Perspectives. The World Bank, Washington DC

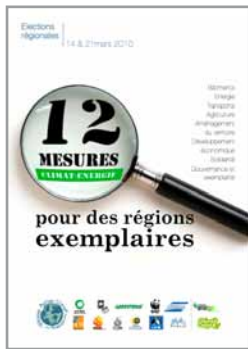
⁵ Susanne Dröge, Tackling Leakage in a World of Unequal Carbon Prices, Climate Strategies report, oct. 2009, <http://www.climatestrategies.org/our-reports/category/32/153.html>

¹ Proposition de Directive du Conseil instaurant une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone et sur l'énergie

² K. Millock, La taxation énergie-climat en Suède, Droit de l'environnement, janvier 2010.

Elections régionales : Quatre ans pour être exemplaire

Les élections régionales sont passées. Le moins qu'on puisse dire c'est que la période pré-électorale, centrée sur de regrettables querelles politiciennes, a laissé peu de place au débat de fond. Qui peut aujourd'hui prétendre connaître la politique climat-énergie qui va être menée dans sa région pendant quatre ans ?



En tous cas, si vous souhaitez interpellier vos élus, n'hésitez pas à vous servir du document publié par le RAC-F « 12 mesures climat-énergie pour des régions exemplaires ». Quant à notre réseau, il réitère son appel pour un « pacte de lutte contre le changement climatique » auprès des nouvelles équipes régionales. Nous restons à leur disposition pour les soutenir dans la mise en place de mesure climat-énergie efficaces et justes.

Document à télécharger sur :
http://www.rac-f.org/article.php3?id_article=1635

Stratégie SNCF pour le Fret ferroviaire : Le Grenelle aux oubliettes !

Le désengagement de la SNCF du fret de proximité est en contradiction avec les engagements du Grenelle de l'environnement. Alors qu'au niveau européen, des efforts sont fournis pour construire un projet de nouveau modèle économique dans ce domaine, la SNCF s'y refuse et poursuit son retrait dans la desserte de plusieurs territoires, en se séparant de moyens humains et matériels (locomotives, wagons, installations...).

Syndicats et associations de protection de l'environnement réclament pour le fret :

- le strict respect des objectifs de réduction de gaz à effet de serre du secteur des transports, inscrits dans la loi Grenelle,
- un moratoire immédiat sur la partie « wagon isolé » du plan Fret SNCF/Gouvernement,
- la préservation des installations ferroviaires en situation de réutilisation,
- un débat public associant élus et citoyens, professionnels et utilisateurs du rail, militants salariés et associatifs.

Plus d'infos sur :
http://www.rac-f.org/article.php3?id_article=1654

Rapport 2010 de l'OMM sur l'état du climat

2009 : 5^{ème} année la plus chaude, marquée par de forts contrastes

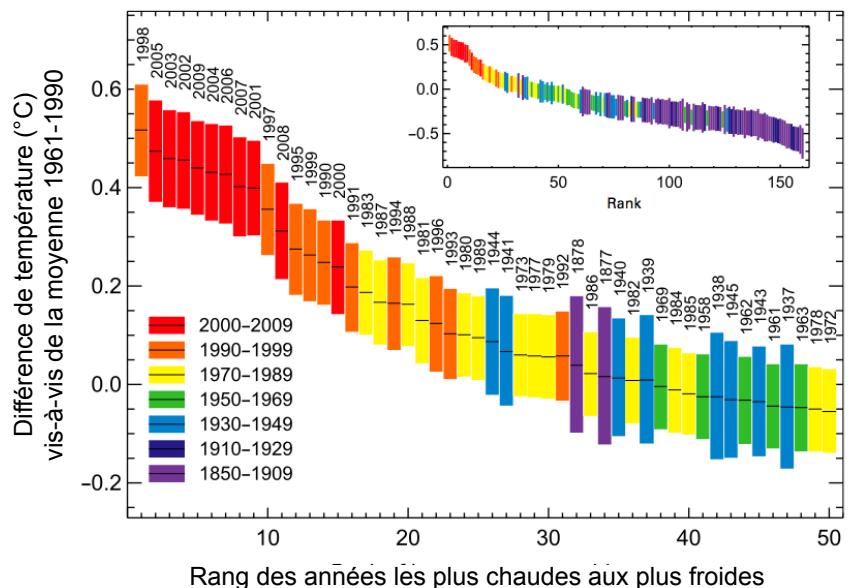
L'organisation Météorologique Mondiale vient de publier son rapport sur l'état mondial du climat en 2009.

On y apprend entre autre (traduit de l'anglais) :
« L'année 2009 est la 5^{ème} année la plus chaude jamais enregistrée depuis le début des mesures climatiques instrumentales (1850). Sur le plan des décennies, l'analyse montre que la décennie 2000 (2000-2009) était plus chaude que celle de 1990, qui elle-même l'était plus que celle de 1980 et ainsi de suite. (...) »
« la valeur la plus vraisemblable de l'anomalie des températures de surface pour 2009 se situe entre +0.34°C et +0.56°C par rapport à la période 1961-1990. L'hémisphère Sud était particulièrement plus chaud que la moyenne générale, spécialement durant l'hiver austral et le printemps tardif ».

Le rapport fait état d'une année marquée par des épisodes climatiques très contrastés :
« En Europe, des températures plus chaudes que la moyenne ont été enregistrées sur la plupart de l'année. Avril a été particulièrement doux en Allemagne, en République Tchèque et en Autriche avec des anomalies de température mensuelles de plus de +5°C en certains endroits. En revanche, un octobre froid a été rapporté en Scandinavie avec des anomalies de températures situées entre -2°C et -4°C. L'hiver 2009/2010 a démarré avec une vague de froid de plus d'une semaine étendue sur la plupart de l'Europe. Certains

jours, le thermomètre est descendu à -40°C en Scandinavie, -17°C dans le nord de l'Italie, et sous les -20°C dans le nord-est de la France. (...) ». Décembre a aussi été plus froid que la normale à travers la plupart des Etats-Unis avec des anomalies de température mensuelles autour de -5°C dans les régions occidentales et centrales. Inversement, de nombreux pays comme l'Italie, l'Inde, l'Australie, l'Argentine ou la Chine ont du faire face à d'importantes vagues de chaleur.

A télécharger sur : http://www.rac-f.org/IMG/pdf/1055_en.pdf



Campagne radiophonique européenne sur l'énergie L'Effet dynamo



« L'Effet Dynamo » est une campagne radio de 210 programmes de 30 minutes chacun, qui seront émis en Allemagne, Autriche,

Espagne, France, Hongrie, Irlande et Italie par 300 stations de radio sur les sujets ayant trait aux changements climatiques et à l'énergie. L'objectif de « L'Effet Dynamo » est de réduire l'écart entre les pays européens pour l'utilisation intelligente de l'énergie et la mobilité soutenable et d'échanger sur les meilleures pratiques entre les pays. Ces émissions de radio sont réalisées grâce au soutien d'experts scientifiques locaux (le Réseau Action Climat en France) et diffusées via les réseaux de radios associatives (Coral en France). Les thèmes abordés dans les émissions sont les suivants : changements climatiques, alimentation et agriculture, maison verte, chauffage et refroidissement, électricité verte, usages finaux de l'électricité, recyclage et réutilisation, mobilité intelligente, véhicules intelligents et sociétés vertes.

Tous les programmes ainsi que les fiches correspondantes sont gratuits et disponibles sur le site :

<http://www.dynamoeffect.org/FR/>

Centrale à charbon de Medupi la France soutiendra-t-elle un projet climato-suicidaire ?

Le 23 mars prochain, la Banque mondiale décidera d'approuver ou non un prêt de 3,75 milliards de dollars en faveur de la compagnie d'électricité Eskom (Afrique du Sud), qui servira principalement à financer la construction de la gigantesque centrale à charbon de Medupi. Outre les diverses pollutions liées à son fonctionnement (contamination au soufre, mercure...), cette centrale géante de 4 800 MW émettra 25 millions de tonnes de CO₂ par an (5% des émissions françaises totales), contribuant fortement aux changements climatiques.



Le projet bénéficiera à un

secteur industriel largement contrôlé par des multinationales occidentales, qui bénéficient de tarifs artificiellement bas pour l'électricité en raison d'accords inéquitables signés à la fin de l'apartheid, au début des années 90. Par conséquent, le coût de production de l'électricité pèse de façon disproportionnée sur la population qui en paiera le coût environnemental et social. Plusieurs ONG et organisations de la société civile sud-africaine dans le monde entier s'opposent aujourd'hui à ce projet, et demandent à la France de se montrer à la hauteur de ses engagements en matière climatique et de développement, et de voter contre ce projet au sein de la Banque mondiale.

Les détails sur :

<http://www.amisdelaterre.org/Centrale-a-charbon-de-Medupi-la.html>

Terminal charbonnier de Cherbourg La France trahit ses engagements

Le préfet de la Manche, voix du gouvernement dans le département, vient d'autoriser la construction d'un terminal charbonnier sur le port de Cherbourg. Pour la première décision du gouvernement après Copenhague en matière énergétique, le décalage entre les discours de Jean-Louis Borloo et ses actes est flagrant. Pour rappel, le projet de terminal charbonnier consisterait à faire du port de Cherbourg une plate-forme de transbordement de charbon en provenance de Colombie et d'Afrique du Sud et à destination des centrales à charbon britanniques.

En octobre 2007, à l'occasion du Grenelle de l'environnement, le gouvernement a affirmé que les grands projets industriels implantés sur le territoire seraient arbitrés en fonction de leur coût pour le climat. En autorisant la construction d'un nouveau terminal charbonnier sur le sol français, cent jours après le fiasco de Copenhague et au lendemain des régionales, le gouvernement est en incohérence totale avec ses propres promesses.

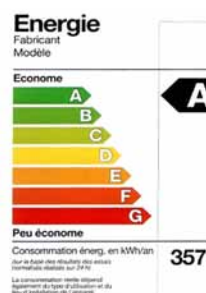
A quoi bon des engagements nationaux s'ils ne sont pas déclinés à l'échelle locale ? La lutte contre les changements climatiques doit se mener à tous les niveaux, lors de chaque décision relative au système énergétique français.

Note de synthèse de Greenpeace sur le terminal charbonnier : <http://www.greenpeace.org/raw/content/france/presse/dossiers-documents/note-de-synthese-terminal-c.pdf>

Réforme de l'étiquette énergie

Confusion pour trouver une solution

Instaurée en 1992, l'étiquette énergie sert à classer la performance énergétique des appareils selon un barème de A à G. Initialement prévue pour les réfrigérateurs, elle s'est depuis élargie à d'autres appareils ménagers (lavage, éclairage, etc).



Mais près de 20 ans après sa mise en place, l'étiquette est victime de son succès : aujourd'hui 86% des réfrigérateurs, 97% des laves-linges et 61% des cuisinières électriques sont classés dans la catégorie A. Autant dire qu'on ne s'y retrouve plus vraiment...

D'autant que pour pallier aux limites de l'étiquette, une mesure temporaire a été mise en place avec la création des classes A+ et A++, mais une modification en profondeur s'imposait.

Parmi les pistes évoquées, il a été notamment question d'établir une échelle croissante de 1 à 8 mais pouvant déborder en fonction des nouvelles performances (9, 10, 11, ...). Trop compliqué selon les associations de consommateurs. Le débat, très animé entre associations et industriels, s'est finalement conclu sur la solution la moins pérenne : non seulement les + et ++ seront conservés, mais une classe A+++ sera introduite...

D'après le Cler Infos n°75 de mars-avril 2010

Les détails : <http://www.cler.org/info/>

Agenda

Café énergie de l'EDIF le 13 avril **Réfugiés Climatiques :** **Quelles perspectives post-Copenhague ?**

Et si les prises de décisions étaient l'affaire de tous ?
 Du rôle à jouer des actions locales...

Pour témoigner et débattre sur cette thématique complexe où se croisent enjeux environnementaux, sociaux et géo-politiques, EDIF invite Fanny Héros, chargée de mission pour l'association Alofa Tuvalu et Laurent Weyl, photographe membre du Collectif ARGOS et co-auteur de l'ouvrage *Réfugiés Climatiques*. Rendez-vous le mardi 13 avril à 19h sur la Péniche Anako : un lieu qui n'a pas été choisi par hasard pour accueillir cette thématique...



<http://www.edif.asso.fr/spip.php?article194>

Semaine de débat ClimateWeek **Le Climat : Parlons-en !**

Remise en cause de la légitimité du GIEC, interrogations répétées sur l'origine humaine du changement climatique voire sur sa réalité tout simplement, depuis quelques semaines, la question climatique échauffe le débat public. L'échec de la conférence de Copenhague semble avoir ouvert une ère de doutes et de soupçons remettant progressivement en cause ce qui semblait être acquis : la nécessité d'agir. Face à cette situation, le WWF, le Réseau Action Climat, la Fondation GoodPlanet, la Fondation Nicolas Hulot et la Société Météorologique de France (SMF) ont organisé la ClimateWeek, une semaine de débats ouverts à tous sur les questions qui agitent l'actualité.

Du 22 au 26 mars 2010, chaque soir sont intervenus des spécialistes des thématiques des changements climatiques. Ils ont pu échanger avec des scientifiques, ONG, journalistes, blogueurs qui souhaitaient prendre la parole pour débattre de façon percutante de la question climatique. Ces débats ont été filmés et sont librement visionnables sur :

http://www.rac-f.org/rubrique.php3?id_rubrique=453

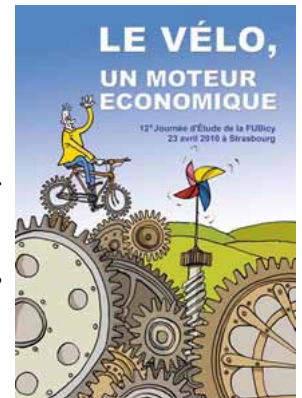
Au programme :

- > La biodiversité, notre assurance-vie face au changement climatique ?
- > La région est-elle la solution au post-Kyoto ?
- > Robin des Bois va-t-il sauver le climat ? La taxe pour les transactions financières est-elle la solution pour une solidarité Nord/Sud ?
- > Gouvernance démocratique, débat public et climat : comment la société civile peut-elle s'engager ?
- > Le changement climatique est-il une arnaque ? Quand les sceptiques échauffent le débat scientifique.



12^{ème} Journée d'Etude de la FUBicy **Le vélo, un moteur économique**

Strasbourg a été choisie par la Fédération française des Usagers de la Bicyclette pour accueillir le 23 avril 2010 sa 12^{ème} Journée d'Etude sur le thème « Le vélo, un moteur économique ». Elus, fonctionnaires des collectivités territoriales, experts reconnus au niveau national ou européen, dirigeants et militants associatifs croisent regards et expériences avec une perspective commune : favoriser de nouvelles solutions pour inscrire le vélo en tant que mode de déplacement au quotidien. Le vélo séduit un nombre croissant de citoyens et l'enjeu de la mobilité « active » est pris en compte par les collectivités territoriales. L'analyse économique prend-elle en compte les économies que permettent les déplacements à bicyclette ?



Au programme :

- Vers une économie de proximité et de nouvelles mobilités
- Le vélo, mode d'emplois
- Primes, bonus et aides financières : des outils pour accélérer le changement de comportement.

Renseignements, programme et bulletin d'inscription sur :
www.fubicy.org

Mobilisation mondiale pour Earth hour **La nuit a repris ses droits**

100 jours après Copenhague, la 4^{ème} édition Earth Hour a vu se mobiliser 125 pays dans le monde. Plus de 4 000 villes ont célébré ensemble Earth Hour samedi soir dernier, de 20h30 à 21h30 en éteignant les lumières.

Des centaines d'édifices prestigieux, des Pyramides d'Égypte à l'Opéra de Sydney, en passant par l'Empire State Building de New York, le front de mer de Hong Kong, le mémorial d'Hiroshima, l'acropole d'Athènes, la Tour

Eiffel, le palais de l'Élysée... ont tour à tour été plongés dans l'obscurité. D'autres centaines de milliers de citoyens du monde ont suivi de chez eux l'appel à la sobriété énergétique en faisant de même.

D'autres photos dans le monde entier :

http://www.flickr.com/photos/earthhour_global/collections

